

Études sur la culture et économie politique

Lutz Musner

DANS **L'HOMME & LA SOCIÉTÉ** 2003/3 n° 149 , PAGES 125 À 142

ÉDITIONS **ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE DE SYNTHÈSE EN SCIENCES HUMAINES (ARSSH)**

ISSN 0018-4306

ISBN 2747555445

DOI 10.3917/lhs.149.0125

Date de mise en ligne : 01/04/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2003-3-page-125?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH).

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Études sur la culture et économie politique

Lutz MUSNER

Le déficit de mémoire postmoderne

Le point de départ de ces réflexions est un double malaise. D'abord c'est un malaise né des procédés récents du discours sur les sciences de la culture qui conceptualisent les *Cultural Studies* comme un projet relevant soit des *Consumer* (ou *Resistance*) *Studies*, soit des *Identity Studies*, voire des *Gender* ou *Race Studies*, et qui évacuent en grande partie le potentiel de critique politique, d'économie politique et, parallèlement, de critique sociale ou de diagnostic social. Ensuite c'est un malaise devant le fait que les méta-récits d'autrefois n'ont manifestement été suivis, après toutes les déconstructions sophistiquées de la postmodernité, que par une conjoncture de surchauffe et une succession de modes théoriques dénuée d'(auto) critique. La sombre prophétie de Theodor W. Adorno annonçant une répétition permanente de mots-clés semble s'être réalisée dans les entreprises scientifiques : ce n'est plus formuler des problèmes de recherche mais monnayer allégrement des *keywords* qui favorise et assied les carrières universitaires.

Bien que les formes postmodernes de l'analyse et de la théorie culturelles fassent de n'importe quoi un objet d'analyse et sacrifient ainsi à un culte de l'indifférenciation, il est une chose qu'elles ne thématissent pas, à savoir l'histoire de l'émergence de leur propre hégémonie. La postmodernité, pourrait-on dire en forçant le trait, a un rapport perturbé non seulement à l'histoire et à la mémoire au sens large mais aussi à sa propre histoire des idées

L'Homme et la Société, n° 149, juillet-septembre 2003

et à sa propre sociologie du savoir. Il semblerait que l'amnésie dans son propre domaine soit l'une des caractéristiques constitutives de la postmodernité et qu'elle aille par là même dans le sens d'un esprit du temps qui n'est même plus en mesure de proclamer le *no future* de la rébellion juvénile et se contente d'un *no past* néolibéral. Par ailleurs, la négation de l'histoire du temps présent, c'est-à-dire des années soixante et soixante-dix et de leur critique de la consommation et du capitalisme, se comprend fort bien idéologiquement car elle permet de tout soumettre indifféremment au paradigme du « culturalisme » et de déclarer qu'une conceptualisation critique de la politique et de l'économie appartient à l'histoire et est, par conséquent, devenue obsolète.

Pour résumer brièvement le malaise formulé ci-dessus, on pourrait dire que la « société » est sortie du discours et qu'à sa place, la « culture » s'est imposée comme plus petit commun dénominateur pour tout ce qui naguère constituait l'objet spécifique d'une science sociale et politique, voire d'une économie politique, inspirée du néomarxisme. Ce qu'on appelle les *linguistic* et *cultural turns* a largement contribué à dépouiller la « culture » de ses présupposés matériels — il n'est question ni de « classes » ni de leurs équivalents sociaux, il n'y a pas non plus quelque chose qui ressemblerait aux intérêts économiques et se situerait dans un quelconque rapport de causalité avec la politique, l'impuissance et la soumission. Le vieux problème non résolu du (néo-) marxisme, le rapport base/superstructure, a ainsi été évacué en même temps que la « société » et remplacé par une approche qui, réduite au symbolique et au sémiotique, se contente de se demander comment les représentations correspondent entre elles, comment elles s'attribuent réciproquement des significations.

Le postmodernisme, qu'on pourrait qualifier brièvement de capitulation des intellectuels devant une industrie culturelle universalisée, n'a pas seulement évacué sa propre histoire (des idées) mais aussi le souvenir de la tradition critique des premières *Cultural Studies*. L'importante fonction qu'avaient accordée à l'histoire sociale, aux transformations économiques de l'industrialisme et du capitalisme ainsi qu'aux traditions culturelles, des figures de pionniers telles qu'Edward P. Thompson, Richard Hoggarth et Raymond Williams, mais aussi

Stuart Hall¹, recule à l'arrière-plan dans les *Cultural Studies* actuelles. Leur matérialisme culturel, inspiré au départ par le matérialisme historique ou le structuralisme et s'intéressant à ce qu'il y a de passé dans le présent, a été abandonné au profit de postures poststructuralistes qui privilégient l'ici et maintenant, la politique de la subjectivité et la construction des identités et des sexes face à l'historicité de la culture et aux fondements économiques de la « human agency ». Si Hoggarth et Williams mettaient en avant, contre le milieu snob de l'Oxbridge de l'après-guerre, leur propre histoire de « scholarship boys » issus de la classe ouvrière britannique et s'ils opposaient à la conception élitiste de la culture les expériences de marginalité économique et d'impuissance sociale des « ordinary people »², les sujets des *Cultural Studies* actuelles se perdent dans les sphères complexes et lourdes de symbolique de la consommation de l'industrie culturelle sans avoir de visibilité en tant qu'objets d'une corrélation économique et politique réelle. Alors que les anciennes *Cultural Studies* étaient capables de lire des biographies comme autant d'histoires d'expériences de classe et mettaient en œuvre une conception vaste de la culture (*culture as a whole way of life*), leurs héritiers postmodernes ont fait des individus (et de leur aptitude à consommer) des icônes et relativisé l'efficacité individuelle et collective de l'histoire. C'est pourquoi Ioan Davies propose ce résumé critique de quatre décennies du développement des *Cultural Studies* :

Si le postmodernisme a produit une attention à la fois à l'autonomie de l'individu (et donc au décentrement de ce que Raymond Williams appelait le « particularisme militant ») et à la temporalité consubstantielle et autodéfinitionnelle de tous les objets culturels, il a évacué tout sens du passé (sinon comme artefact), du moi (sinon comme acteur qui s'auto-accomplit) ou du politique (sinon, pour parler comme Lyotard, en tant qu'utopies avortées qui nous renvoient à un état de pureté). Par opposition à cela, il y a une lecture de l'histoire qui ne serait pas simplement l'histoire comme artefact mais celle d'une structure sociale et d'une hégémonie en progrès ainsi que celle des expériences quotidiennes concrètement vécues. En oubliant cela, une grande part de la critique contemporaine choisit d'évacuer l'histoire, sauf à ne voir en elle que le cauchemar dont elle souhaite sortir. Et curieusement, l'œuvre des

1. Cf. Dennis DWORKIN, *Culturel Marxism in Postwar Britain : History, the New Left, and the Origins of Cultural Studies*, Durham, 1997.

2. Cf. Rolf LINDNER, *Die Stunde der Cultural Studies*, Vienne, 2000.

principaux sociologues — Marx, Weber, Durkheim, Simmel, Parsons — est absente de ce remodelage de l'histoire. La textualité (et, par conséquent, l'artefact sans possesseur) est devenue omniprésente³.

Ce que les *Cultural Studies* actuelles laissent à l'historiographie acquiert en revanche, dans le discours allemand des sciences de la culture, une importance littéralement disproportionnée, à savoir l'histoire et les mémoires historiques. D'une part, cette démarche est en rapport avec l'état des traditions des sciences humaines allemandes, c'est-à-dire avec une tendance anthropologique qui remonte à Johann Gottfried Herder. D'autre part, elle est en rapport avec le national-socialisme et l'appréhension collective d'un traumatisme historique. De ce point de vue, on comprend pourquoi les sciences de la culture de l'après-guerre se sont efforcées de promouvoir la catégorie analytique de la mémoire historique et culturelle. Au centre de ces stratégies de recherche, qui depuis plus d'une décennie agitent et occupent une partie importante de l'« academic community » concernée par les sciences de la culture, on retrouve souvent l'analyse des formes générationnelles spécifiques du souvenir. Il s'agit ici de se demander comment un savoir culturel de base est en mesure de configurer l'intégration sociale et comment la compréhension du monde des individus, des générations et des groupes sociaux fournie par la mémoire peut affleurer à un niveau linguistique explicite, c'est-à-dire négociable à partir de l'évidence implicite. Ainsi, la catégorie de la mémoire a une grande valeur heuristique pour examiner le niveau politico-culturel de la société. C'est précisément dans ce domaine que les processus contradictoires du souvenir acquièrent une visibilité particulière et peuvent être reconstruits historiquement à travers leurs multiples expressions et manifestations médiatiques.

Les sciences de la culture disposent ainsi d'un sens de l'histoire, de la mémoire et de la tradition qui, le plus souvent, fait défaut aux *Cultural Studies*. Les *Cultural Studies*, quant à elles, sont parfaitement au fait de l'efficacité théorique et politique qui est celle du vécu de la marginalisation sociale, tandis que pour les sciences de la culture, à force de multiplier les formes symboliques et la représentation, la société a disparu derrière le paravent de la

3. Ioan DAVIES, *Cultural Studies and Beyond. Fragments of Empire*, Londres, 1995, p. 156.

culture. Mais comme Wolfgang Kaschuba l'a fait remarquer à juste titre, une liaison étroite de l'analyse culturelle et de l'analyse sociale est d'autant plus actuelle pour les sciences de la culture qu'un « culturalisme » dissocié du social court le danger de laisser « le discours sur l'histoire, la société et la politique se dérouler désormais *in terms of culture* » et de conduire ainsi à un dispositif discursif qui négocie la « culture » à l'écart de la « société », voire contre elle⁴.

La « déshistoricisation » des *Cultural Studies* et la « désociologisation » des sciences de la culture ont contribué — ainsi que je vais m'efforcer de le démontrer — à faire perdre de vue aux unes et aux autres l'économie politique. De même que les *Cultural Studies*, au cours de l'évolution qui les a conduites du projet de la *New Left* britannique de l'immédiate après-guerre vers un discours cosmopolite sur le « genre » et la « race », ont perdu de vue les « classes », les sciences culturelles ont remplacé la critique du capitalisme de 1968 par une culturalisation « postmoderne » de la société. Cette constatation ne m'incite nullement à plaider pour un néo-économisme rigide et à prétendre que toutes les pratiques culturelles sont déterminées par les modes de production de la vie sociale. Il ne s'agit pas non plus de revenir à des analyses base/superstructure simplificatrices qui ne voient dans le culturel qu'un reflet linéaire de l'économique. À distance critique d'un postmodernisme à la Jean Baudrillard, réduit à la sphère des simulacres, il faudrait cependant partir du fait que la forme économique du capitalisme tardif continue à se fonder sur le salariat, l'échange de marchandises et l'accumulation du capital et que ces caractéristiques constituent ainsi les conditions et les possibilités de l'existence humaine. Elles continuent à déterminer essentiellement le terrain sur lequel les pratiques culturelles se déploient, se forment et s'élaborent. Les lois de l'accumulation du capital et de la production de biens et de services continuent à déterminer les rythmes du temps et les données spatiales au sein desquels les hommes structurent leur vécu. Ainsi, il ne suffit pas de se confronter à titre primaire aux niveaux de la consommation, de la réception et de l'interprétation des biens et images culturels et d'attribuer aux consommateurs et consommatrices des potentiels

4. Wolfgang KASCHUBA, « Kulturalismus oder Gesellschaft als ästhetische Veranstaltung ? », *Ästhetik & Kommunikation*, n° 100, avril 1998, p. 94.

de résistance et d'émancipation comme cela se fait souvent dans les *Cultural Studies*. Dans un bilan critique des États-Unis des années quatre-vingt-dix et de leur transformation tendancielle d'une démocratie vers une forme de « market populism », Thomas Frank brosse un tableau sarcastique de ces *Cultural Studies* qui ont perdu de vue l'économie :

À force d'hostilité généralisée aux affaires et de discussions fréquentes sur le « capitalisme tardif », les *Cultural Studies* ont presque totalement échoué à produire des analyses fines du quotidien des affaires. Convaincues que l'aspect réellement important de la production ne se situait pas à l'usine ou au studio de TV mais dans les living-rooms et sur les pistes de danse, où le public donnait au monde de texte qui l'entourait une signification qui était la sienne propre, les *Cultural Studies* ont généralement abandonné ce qui concerne l'industrie à la presse des affaires. [...] Jim McGuigan, spécialiste des *Cultural Studies*, attribue la défection récurrente de ses collègues par rapport à l'économie à une « terreur du réductionnisme économique », un réflexe intellectuel répandu qui, issu de leur aversion pour un schéma par trop déterministe de l'ancien marxisme, a incité les *Cultural Studies* à évacuer le problème dans son ensemble⁵.

Mais il ne suffit pas non plus, à l'instar des sciences de la culture, d'appréhender en termes d'analyse de discours les constellations de pouvoir et d'impuissance comme autant d'inscriptions dans le corps social et, à la place des logiques du marché et de l'accumulation du capital, de se contenter de décrypter leurs conséquences discursives. On devrait plutôt s'efforcer d'établir un pont entre le potentiel analytique de l'économie politique et les différentes formes d'études de la culture.

Le défi du fordisme

L'une des possibilités pour introduire dans les études culturelles l'objectif de recherche de l'économie politique est le débat actuel sur la flexibilité du monde du travail et la transformation qui fait passer le capitalisme d'un paradigme industriel à un paradigme postindustriel, débat qui se déroule sous les appellations de « fordisme » et de « postfordisme ». Dans un essai intitulé *The*

5. Thomas FRANK, *One Market Under God. Extreme Capitalism, Market Populism, and the End of Economic Democracy*, Londres, 2001, p. 290 et suiv.

Corrosion of Character, Richard Sennett⁶ avance qu'une des caractéristiques significatives de la régulation fordiste a consisté à enfermer les gens dans la cage d'airain de structures bureaucratiques rationalisant les usages de l'époque. À l'intérieur de ces structures se rassemblaient, matériellement et psychiquement, les expériences humaines, il s'y constituait des histoires de vie lisibles tandis que la vie prenait sens comme récit linéaire, cumulatif. Les hommes avaient ainsi le sentiment d'être les auteurs de leur propre vie et pouvaient en retirer des avantages substantiels en ce qui concerne leur valeur propre et leur identité.

C'est contre cette « routine bureaucratique » que s'est effectué le tournant actuel en faveur de la flexibilité — un tournant qui visait à un changement total et irréversible des institutions, au point qu'en fin de compte plus aucun lien ne subsiste entre le présent et le passé. Dans un monde caractérisé par la flexibilité à court terme et les flux tendus, dans une économie « fluide » en restructuration constante, sans routine, ce qui menace, c'est la fin des narrations, ce qui domine, c'est l'expérience d'un temps incohérent, la désorganisation du temps. L'expérience d'un temps de travail continu, à vie, et sa standardisation selon des schémas bien établis est remplacée par des biographies reflétant une activité professionnelle discontinue et la flexibilité du temps de travail. Nous traversons ainsi une phase de transformation et de transgression profondes et globales : un tournant dramatique qui modifie la technologie (mot-clé : la troisième révolution industrielle), les modes de production, l'organisation technique, sociale et spatiale de la production tout aussi durablement que l'acquisition et la diffusion de l'information, les modes de la distribution et de la consommation générales, les *life styles*, les mondes vécus et les mondes perçus. Ce processus, qui remonte aux phases de stagnation du capitalisme international du milieu des années soixante, s'est accéléré considérablement en réaction aux crises de l'énergie et des finances des années soixante-dix, il s'est potentiellement globalisé à la suite de l'effondrement de ce qu'on a appelé le socialisme réel et est généralement décrit comme une transition vers un régime d'accumulation flexible.

6. Richard SENNETT, *The Corrosion of Character. The Personal Consequences of Work in the New Capitalism*, New York/Londres, 1998.

La transformation profonde dans la composition et dans les modes de fonctionnement des économies de la modernité tardive correspond à un bouleversement tout aussi fondamental des valeurs et des normes. Un effondrement tendanciel de la solidarité sociale et de la cohésion sociale va de pair avec la montée d'un monde individualisé et fragmenté de *taste cultures* les plus diverses et de *life styles* déterminés par la consommation. Par rapport au canon stable des valeurs de la modernité fordiste (disons des années cinquante aux années soixante-dix), ce qui est passé au premier plan, c'est le fuyant, l'éphémère, le contingent de la vie moderne tardive ; ce qui s'est propagé, c'est un individualisme manifeste, induit par la concurrence.

Quelles que soient les différences de points de vue sur les configurations sociales et économiques dans lesquelles nous évoluons actuellement, le débat — dans les sciences de la culture comme de l'économie — fait l'objet d'un large consensus en ce qui concerne les modes d'organisation du travail et des loisirs que nous laissons derrière nous. Même si ce n'est pas sous la forme de la totalité pronostiquée par Antonio Gramsci (dans ses *Cahiers de prison* écrits en détention sous le fascisme), après la Seconde Guerre mondiale a émergé un régime d'accumulation qui a établi une constellation exceptionnelle de croissance, une phase inédite d'expansion continue et sans à-coups et qui, en dépit des diversités locales et nationales, a acquis un statut hégémonique dans les pays industriels occidentaux.

Aujourd'hui, nous associons à cette constellation un système de production et de régulation qui — centré sur la production de masse, la standardisation des produits et la consommation de masse — fut en mesure de produire des taux de croissance et de profit, des structures propres à l'État-providence, le plein emploi et le consensus social généralisé. Pour l'Europe, nous y associons en premier lieu le boom d'après guerre, la reconstruction et le miracle économique : une phase de prospérité, de stabilité et de compromis social qui a duré plus de trois décennies et qui n'a été que brièvement, encore que violemment, égratignée par la révolte politico-culturelle de 1968. Conformément aux maximes d'une rationalité technico-bureaucratique, ce régime d'accumulation répondait à des logiques spécifiques : celles de la grandeur, du temps métrique, de la hiérarchie.

Mais il s'agit de davantage encore : d'un vaste système de régulation *sociale*, d'un ensemble de conditions de vie, d'une totalité complexe de formes de praxis issues du monde vécu dans les relations sociales, les modes de travail et de production. Cet ensemble implique une nouvelle esthétique, la focalisation stricte sur la modernité technocratique de même que la création de cadres permettant la consommation (aussi vaste que possible) de produits de masse standardisés et, par conséquent, l'émergence de styles de vie largement homogènes, uniformes. Son moteur allait être la vaste restructuration des rapports d'emploi dans le sillage de la généralisation du salariat, tandis que la force de travail était articulée horizontalement et verticalement en catégories socio-professionnelles fortement hiérarchisées. Parallèlement à la généralisation tendancielle du salariat (et, par conséquent, à l'intégration des couches précédemment situées à la périphérie du capitalisme), se produit la montée de grandes entreprises très bureaucratisées, d'établissements publics de gestion de l'infrastructure collective, ainsi que d'institutions se consacrant à la bureaucratie sociale et à la circulation des capitaux. L'articulation hiérarchique que, conformément à la logique de la rationalité bureaucratique qui leur est propre, ils ont établie dans leur personnel a créé une homogénéisation des comportements de même qu'une identification et des appartenances sociales/culturelles nouvelles. La rationalité bureaucratique définit le cadre et les lois de cette appartenance : revenus réguliers, sécurité et continuité de l'emploi, mobilité ascendante et temps de travail à vie.

Le mode de régulation de ce régime d'accumulation est habituellement désigné sous le terme de « fordisme » ; il s'est pleinement développé et a acquis ses qualités exceptionnelles dans les années soixante. Mais des symptômes d'un véritable essoufflement sont apparus dans le domaine économique dès le milieu des années soixante-dix, en particulier après les crises énergétiques mondiales et, sur le plan phénoménologique, dans des pratiques de consommation et des styles de vie nouveaux et diversifiés à partir des années quatre-vingt, dans la succession accélérée et démultipliée des modes, des comportements et de la structuration des besoins propre à la postmodernité.

Décrire les formes multiples qu'affecte la transformation des comportements individuels et de leur contexte (économique, social, politique) et identifier en même temps les prémices d'un nouveau mode de régulation qui aurait germé au sein de la crise de l'ancien est une préoccupation épistémologique primordiale pour l'école française de régulation. Les régulationnistes⁷ partent de processus économiques hétérogènes où s'agglomèrent la nécessité et la contingence, la continuité historique et l'innovation autochtone sous l'effet des forces de développement inégales inhérentes au capitalisme. Conformément à la démarche régulationniste, les mécanismes du marché sont complétés, améliorés ou remplacés par l'action collective qui s'inscrit dans les instances et pratiques des médiations sociales. Car le capitalisme déclenche dans son mouvement propre des conflits et des dysfonctionnements qui gênent son développement, de même qu'il mobilise des forces qui s'opposent à sa tendance immanente à l'accumulation et qui trouvent précisément leur expression dans ces médiations. Par conséquent, un mode de régulation doit être compris comme un ensemble de médiations qui limitent les rejets créés par l'accumulation du capital afin de les rendre compatibles avec la cohésion sociale dans le cadre d'une entité sociale ou, plus exactement, qui se révèlent seuls à même de garantir cette cohésion. Un mode de régulation est toujours historiquement déterminé et limité ; dans un contexte historique concret, il établit la concordance, la compatibilité entre accumulation du capital et cohérence sociale. La théorie de la régulation désigne l'effet cumulatif de cette cohésion sous le terme de régime d'accumulation.

Dans cette optique, la dynamique du capital est tout aussi bien une force productive gigantesque qu'une puissance aveugle. Elle est dépourvue du principe de l'autolimitation en même temps que

7. Je me réfère principalement à : Michel AGLIETTA, *A Theory of Capitalist Regulation*, Londres, 1979 ; Michel AGLIETTA, *Ein neues Akkumulationsregime. Die Regulationstheorie auf dem Prüfstand*, Hambourg, 2000 ; Jacques DONZELOT, Denis MEURET, Peter MILLER, Nicolas ROSE, *Zur Genealogie der Regulation. Anschlüsse an Michel Foucault*, Mayence, 1994 et Alain LIPIETZ, *Nach dem Ende des « Goldenen Zeitalters ». Regulation und Transformation kapitalistischer Gesellschaften*, Hambourg, 1998.

d'une orientation qui pourrait faire advenir l'hypothèse fictive d'une accumulation pérenne. En d'autres termes, la dynamique du capital est capable par elle-même de mobiliser les énergies humaines et de les transformer en croissance mais pas de créer une cohésion d'ensemble à partir d'intérêts particuliers conflictuels. Pour canaliser les dynamiques propres au développement capitaliste et orienter les forces productives sur des voies régulées, le capitalisme qui, dans son essence même, est tout autant créateur que destructeur doit être inséré dans des structures restrictives. Ces dernières émanent de la mise en place d'institutions sociales qui sont pour leur part légitimées par un canon de valeurs sanctionnées sur le plan socioculturel. En ce sens, le droit du travail, les accords tarifaires collectifs, les prestations sociales de compensation, etc. sont des compromis institutionnalisés. Ils n'émanent pas d'un mouvement spontané du capital mais d'une institutionnalisation du rapport salarial. Le mode de régulation fordiste résulte par conséquent de l'*institutionnalisation* des relations économiques.

Mais l'accumulation du capital est aussi régulée dans un sens universel, à savoir par l'intégration des travailleurs au cœur de la circulation qui va de pair avec le plein épanouissement de la société du travail. Il faut y voir un mouvement dual, une conséquence d'une double mobilité : celle des travailleurs eux-mêmes et celle de leurs modes de consommation. Une large intégration des salariés et la conquête de droits sociaux ont tout autant permis l'ouverture de marchés (de masse) que l'accès aux biens produits. Ceci débouche sur une ironie historique lourde de conséquences : dans son ensemble, le capital est désormais dépendant des marchés de consommation de masse des salariés tout autant pour s'acquitter des engagements financiers qu'il contracte que pour réaliser des profits monétaires. La théorie de la régulation décrit et analyse les « leading and organizing principles » d'un fordisme, voire d'un keynesianisme pour ainsi dire idéal, largement fondé sur le modèle des États-Unis d'Amérique. Mais des cultures économiques et politiques divergeant considérablement de ce modèle se sont cependant développées, surtout en Europe continentale, dans une multitude de versions locales différenciées. Par exemple, le modèle d'État-providence de la social-démocratie scandinave a fait intervenir l'État pour ainsi dire comme troisième médiateur au centre d'une

régulation des revenus fondée sur la négociation des contrats collectifs. Le modèle ouest-allemand et, dans une certaine mesure, le modèle d'une économie de marché reposant sur des amortisseurs sociaux propre à l'Italie du Nord avaient pour objectif de renforcer les entreprises moyennes et de promouvoir une coopération régionale étroite des secteurs public et privé. La voie autrichienne d'une « économie mixte » associant le secteur étatisé des matières premières à une production privée des biens de consommation organisée sur la base de petites entreprises a imposé, après une phase d'épargne forcée prescrite par l'État au moyen d'un accord salaires/prix, une politique truffée d'éléments fordistes allant dans le sens d'un corporatisme économique et social et d'une institutionnalisation de l'équilibrage social des intérêts sous la forme du partenariat social.

Mais quelles qu'aient pu être les variantes régionales de la régulation fordiste, elles ont en commun quelques caractéristiques centrales déterminantes. Le noyau même de la régulation renvoie à un principe fondamental, suprarégional, à savoir la création d'une cohérence entre gains de productivité, réalisation de plus-values, hausse des revenus réels et stabilité de leur répartition. C'est là, dans la recherche de compromis socialement supportables entre des forces antagonistes et néanmoins indissolublement liées, qu'est apparue la véritable efficacité de la médiation fordiste. L'élévation constante du niveau de vie des salariés devait s'avérer compatible avec le maintien des taux de profit, avec une accumulation régulière du capital.

S'y ajoute un autre aspect aux facettes multiples, qui inclut un niveau élevé d'investissement, un élargissement général de l'emploi, la stabilité des structures de l'emploi ainsi qu'un faible chômage, et qui dépend en fin de compte de la dynamique de la demande. La redistribution tendancielle des revenus, des progrès de la productivité a eu pour conséquences la consommation de masse et la croissance endogène. Elle a accéléré le progrès technique, lui a apporté des incitations, une orientation et une régularité. L'influence dynamique réciproque entre demande sociale et progrès technique a culminé dans une croissance durable et fondé la capacité de résistance particulière du régime d'accumulation par rapport aux récessions et aux accidents conjoncturels. L'État (interventionniste) se devait de réguler la

conjoncture au plus près du niveau de plein emploi. La politique économique se donnait pour tâche de créer et d'aménager les cadres généraux nécessaires à l'ensemble des acteurs économiques ainsi que d'améliorer la prévisibilité du domaine dans lequel ces acteurs allaient agir : établir les fondements généraux de la production, prendre des mesures d'accompagnement pour accélérer le progrès technique, minimiser les risques collectifs dans le secteur financier, favoriser des revenus équitables. Ce dernier élément est devenu le leitmotiv symbolique, la dimension constitutive et le topos central de la régulation fordiste. Dans la mesure où la marginalisation sociale aussi bien que culturelle est minimisée, s'établit une large identification avec la « communauté » de même qu'une liaison durable avec les logiques de l'économie capitaliste. La vaste maîtrise des revenus et l'uniformité (fût-elle incomplète et asymétrique) de leur répartition favorise le développement de marchés de consommation de masse ainsi qu'une ample modernisation des modes de vie, un changement profond des pratiques culturelles.

Les pratiques culturelles, c'est-à-dire la façon dont les hommes donnent sens à leur vie et dont ils agissent concrètement en fonction de ces circonstances, ne peuvent être fructueusement analysées que si l'on s'interroge sur ce que sont les ressources matérielles aussi bien que symboliques de ces pratiques. Dans une société déterminée par le marché et par la transformation de l'activité humaine en profit et en capital, ce sont avant toutes choses le salariat et l'échange de marchandises qui constituent nécessairement et inéluctablement les conditions de l'existence humaine. Ce sont ces conditions qui configurent et élaborent le terrain sur lequel se déploient des pratiques culturelles — l'« environnement » physique, les ressources matérielles et symboliques disponibles, les rythmes temporels et les données spatiales —, elles déterminent en un mot l'agenda culturel.

Le fordisme comme formation culturelle

Le fait que le fordisme ne recouvre pas uniquement un paradigme productiviste mais en même temps un arrangement social, c'est-à-dire qu'il soit un mode de régulation sociale, rend la démarche de la théorie de la régulation en économie politique

particulièrement intéressante pour les études sur la culture. À propos de la relation entre fordisme et culture, David Harvey écrit :

Le fordisme de l'après-guerre doit être moins considéré comme un pur système de production de masse et davantage comme un mode de vie total. La production de masse signifiait la standardisation des produits aussi bien que la consommation de masse ; il s'agissait donc de toute une esthétique nouvelle et d'une adaptation de la culture que nombre de néo-conservateurs tels que Daniel Bell furent lents à percevoir comme préjudiciables au maintien de l'éthique du travail et autres prétendues vertus capitalistes⁸.

Harvey attire ainsi l'attention sur le fait qu'un mode de régulation sociale, c'est-à-dire un mode qui garantit la reproduction des rapports sociaux, implique également une dimension culturelle — *a total way of life*. Ce n'est pas un hasard s'il évoque la formulation de Raymond Williams : « culture as a whole way of life ». La culture intervient dans la dynamique de l'accumulation du capital là où il s'agit de limiter le souhait illimité d'accumuler de l'argent. Ces limitations ne résultent ni de rationalités abstraites (du marché ou du système juridique, par exemple) ni du principe de concurrence mais sont le produit d'interactions sociales qui, pour leur part, sont légitimées par des normes collectives. En d'autres termes : les conflits sociaux que génère le capitalisme par sa logique « inhumaine » propre fondent également des institutions sociales qui confèrent sa cohésion à la société. De même que le capital est remodelé dans son mouvement propre par les interactions sociales qu'il fait naître, il contribue à configurer des institutions émergentes ou réformées au sein du capitalisme. La société industrielle du travail apparaît donc comme un système complexe de « checks » et « balances », de conflits et de compromis qui transforment le progrès technique en progrès social, le profit solitaire en une relative équité des revenus et les options de consommation réservées à quelques-uns en consommation de masse. Bien sûr, il s'agit là d'une possibilité et non d'une nécessité car les séries de médiations entre le capital et la reproduction sociale peuvent tout aussi bien réussir qu'échouer.

Mais y a-t-il vraiment sens à parler dans le détail d'un programme culturel du fordisme ? Si nous percevons la « culture »

8. David HARVEY, *The Condition of Post-modernity*, Oxford, 2000, p. 135 et suiv.

comme un processus ouvert, inachevé, qui consiste à conférer à des formes socio-économiques d'organisation humaine léguées par l'histoire une intelligibilité spécifique qui permet à l'individu de comprendre sa propre biographie de telle sorte qu'émerge un sentiment d'identité, d'appartenance et de localisation sociale, on peut considérer le fordisme comme une culture tout à fait spécifique. Si on est d'accord avec Michel Aglietta pour penser que le fordisme est un régime de production où la consommation de masse ne se contente pas de déterminer la production de masse mais qui produit aussi, selon la logique qui lui est propre, une dépendance des taux de profit par rapport à la consommation de masse, la dialectique de la consommation et du capital devient un facteur déterminant de la culture du fordisme. Celle-ci détermine aussi bien le caractère de la socialisation que des formes de l'espace public et privé. Les possibilités élargies de consommer sont en effet régulées par une forme spéciale de discipline sociale — par un ordre rigide du monde du travail dans les usines et les bureaux d'une part, par des processus ritualisés d'évaluation et de négociation des intérêts à l'échelle publique et un fonctionnalisme compensatoire d'ordre privé, d'autre part. Le privé devient le royaume des « petites libertés » destinées à compenser les phénomènes d'aliénation d'un monde du travail conçu de façon rigide et d'un espace public instrumentalisé, à créer un modèle « équilibré » de rétribution.

Du point de vue systémique fonctionnel, la « culture du fordisme » devrait être en mesure de produire plusieurs choses : elle doit soumettre des hiérarchies et des formes d'organisation figées, la spécialisation étroite et les rythmes monotones du travail à une sémantique compréhensible et facilement décodable. Elle doit faire comprendre à l'individu pourquoi il doit être lié durablement à un poste de travail, pourquoi il doit se soumettre à des formes patriarcales et technocratiques de pouvoir, pourquoi il doit sacrifier la satisfaction spontanée du plaisir à une forme différée dans le temps de petites récompenses et pourquoi il doit confiner sa vie privée dans les unités sociales de familles nucléaires rigides.

La « culture » comme « a whole way of life » ou « ordinary culture » au sens que lui donne Raymond Williams a donc pour fonction de rendre opératoire subjectivement, c'est-à-dire dans le

vécu quotidien, un mode de régulation sociale au premier abord abstrait. Pour ce faire, il lui faut établir des significations qui confèrent aux actions un sens et une rationalité prospective. Ce processus ne naît pas du néant, il est l'autre face des nombreuses médiations entre capital et société. Tout d'abord, il a besoin de codes pour expliquer ce que c'est que d'être un homme ou une femme, c'est-à-dire qu'il a besoin d'une construction des rôles qui légitime que la femme se voie attribuer « une place au foyer » et dans la famille, et l'homme « une place à l'usine », et qu'il s'agisse là d'un modèle quasiment organique de la division des sexes. Ensuite, il a besoin d'une culture symbolique du travail qui fasse apparaître sa structure segmentée et hiérarchisée non seulement comme supportable mais même comme souhaitable. Mais il a aussi besoin d'une culture des loisirs qui permette d'ériger le tourisme de masse, les distractions organisées sur les terrains de football, dans les cinémas et les parcs de loisirs non seulement comme l'« autre face » catégorielle et formelle du travail mais aussi de les appréhender comme une compensation procurant du plaisir. Enfin, il a besoin d'un cadre interprétatif — d'un « esprit du temps » au sein duquel l'hégémonie culturelle du fordisme, bref la modernité urbaine, le consumérisme, l'individualisme de masse ainsi que le bureaucratisme, apparaîtrait comme promotion universelle d'intérêts vitaux intimes. La culture du fordisme doit donc être considérée comme un processus d'apprentissage qui « traduit » les expériences du vécu dans le registre symbolique et crée ainsi un réservoir sémantique qui permet de négocier les perceptions et les conflits du quotidien sur le plan de la communication. Ce processus de traduction se déroule tout autant sur le plan de la culture intellectuelle que sur celui de la culture matérielle — il s'inscrit aussi bien comme récit énigmatique que comme fétichisation, comme discours que comme réification.

Alain Lipietz⁹ utilise l'image du métier à tisser pour illustrer la dynamique des médiations et des influences réciproques entre régimes d'accumulation et modes de régulation. On pourrait rendre perceptible la fonction du culturel dans le fordisme par analogie avec cette image. La chaîne assure la médiation entre le marché et la logique de la maximisation des profits d'une part et les contextes et traditions historiques spécifiques du social (familles,

9. Alain LIPIETZ, *op. cit.*, p. 89 et suiv.

associations, institutions, État, etc.) d'autre part. La trame, pour sa part, représente les lignes de développement du capitalisme, individuelles en fonction du temps et du lieu. Dans ce modèle, la culture comme texture du social n'est ni une conséquence immédiate du marché ni un édifice simplement légué par l'histoire (sociale). La dynamique réciproque spécifique de l'accumulation et de la régulation génère plutôt un dessin caractéristique du tissu social que l'on peut interpréter comme « culture » — à savoir un dessin de signes et de significations qui confère un sens et une orientation aux vécus sociaux. Pour rester dans l'image, la trame a plusieurs options dynamiques : elle peut suivre les voies toutes tracées et produire des phases de « normalité » sociale, de stabilité monétaire, de haut niveau d'emploi et d'aptitude à consommer mais elle peut en dévier et causer des symptômes de crise tels que l'inflation, la surproduction et le chômage. Mais la chaîne peut lâcher, elle aussi — la lisse (les institutions régulatrices) peut casser — et les fils eux-mêmes se briser, c'est-à-dire que les normes qui assurent la reproduction sociale du capitalisme peuvent devenir dysfonctionnelles. La texture peut, pour ainsi dire, déchirer le tissu et par conséquent faire naître le scénario catastrophe qui est celui de tous les conservateurs culturels.

Certes, le modèle du métier à tisser est moins méthodologique qu'heuristique. Il me semble pourtant qu'il permet de formuler des problématiques intéressantes, surtout en ce qui concerne les phénomènes culturels du (post-) industrialisme. Pénétrer dans les études de la culture sous l'angle de la théorie de la régulation devrait permettre d'aborder aussi bien les phénomènes esthétiques de « high culture » et de « popular culture » que les élaborations de l'industrie culturelle et des styles de vie métropolitains, de telle sorte que le symbolique dans la culture puisse être plus étroitement corrélé avec l'économie politique. Quelle qu'ait été l'importance dans les études de la culture, ces dernières années, des démarches anthropologiques qui ont décrit les usages sociaux et les schémas d'interprétation culturelle de la société de consommation, leur angle d'attaque par la théorie de la réception n'en est pas moins menacé d'unilatéralité. On oublie trop facilement que les interprétations du « réel » sont hiérarchisées selon les couches sociales. Elles ne se juxtaposent pas équitablement mais dépendent des pouvoirs de décision, c'est-à-dire des capitaux symboliques *et*

économiques des individus et des groupes sociaux. Les études de la culture devraient donc se efforcer de décrypter les « traductions culturelles » de la matérialité qui confèrent à une société son ordre de puissance (ou d'impuissance) et ne pas se contenter d'analyser le royaume du symbolique pour ce qu'il se donne, c'est-à-dire comme un système complexe et autoréférentiel. En d'autres termes, les phénomènes culturels restent — ni le problème non résolu base/superstructure du néomarxisme, ni la dilection poststructuraliste pour les représentations n'y changent rien — matériellement fondés et caractérisés par l'inégalité économique.

*Internationales Forschungszentrum Kulturwissenschaften –
Vienne – Autriche*

[Traduction de l'allemand par Claudie WEILL]